

PROMPTITUDE D'E-GOUVERNEMENT

La Performance des Pays Membres de l'OCI



L'Organisation de la Conférence Islamique

Centre de Recherches Statistiques, Economiques et
Sociales et de Formation Pour Les Pays Islamiques
(SESRIC)

Promptitude d'E-Gouvernement

La Performance des Pays Membres de l'OIC



Le Centre de Recherches Statistiques, Économiques et Sociales
et de Formation pour les Pays Islamiques
SESRIC

© 2009 Centre de Recherches Statistiques, Économiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC)

Attar Sokak, No. 4, G.O.P., 06700
Ankara, Turquie

Téléphone +90 312 468 61 72
Internet www.sesric.org
E-Poste pubs@sesric.org

Tous droits réservés

Des standards élevés aient été appliqués pendant l'étape de traitement par le SESRIC pour maximiser l'exactitude des données incluses dans ce travail. Les dénominations et toute autre information montrées sur n'importe quelle section ou figure d'illustration n'impliquent aucun jugement de la part du SESRIC au sujet du statut juridique d'aucune entité. Sans compter qu'il ne sera pas pris responsable de n'importe quelle responsabilité de n'importe quel genre de discussion politique qui peut surgir employant les données présentées dans cette publication. Les frontières et les noms montrés sur les cartes présentées en cette publication n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle par le SESRIC.

Le matériel présenté dans cette publication est garanti les droits d'auteur. Par la vertu de des droits d'auteur qu'il réclame et pendant qu'il encourage la diffusion de ses publications pour les États Membres de l'OCI, le SESRIC donne la permission de regarder, copier, télécharger, et imprimer le matériel présenté à condition que ces matériaux n'aillent pas être réutilisés, à n'importe quelle condition, pour des buts commerciaux.

Pour que la permission de photocopier ou réimprimer une partie de ce livre, veuillez envoyer une demande avec l'information complète au Département de Publications et d'IT à Attar Sokak, No 4, G.O.P, 06700, Ankara, Turquie.

Toutes questions sur le droit et les licences devraient être adressées au département de publications, SESRIC, à l'adresse ci-dessus.

ISBN: 978-975-6427-20-0

Octobre 2009

Conception de Couverture du Département de Publications, SESRIC

SESRIC exprime par ceci sa satisfaction profonde à l'Institut de la Statistique Turc (TurkStat) d'avoir fourni les équipements d'impression.

Pour information supplémentaire, contactez le Département de Publications et d'IT, SESRIC à travers : pubs@sesric.org.

Matières

1	Introduction.....	1
2	Promptitude d'E-Gouvernement.....	3
3	Indice de Promptitude d'E-Gouvernement (IPE)	3
4	Indice de Mesure de Web (IMW)	5
5	Indice d'Infrastructure de Télécommunication (IIT).....	7
6	Indice de Capital Humain (ICH).....	10
7	Conclusion et Recommandations.....	12
	Références.....	18

Schémas

Schéma 1: Indice de Promptitude d'E-Gouvernement, par le Groupement Régional, 2005 contre 2007.....	3
Schéma 2: Les 10 Premiers Pays Membres de l'OCI, par des classements d'IPE, 2005 contre 2007	4
Schéma 3: Le Nombre de Bons/Pauvres Interprètes d'IPE de l'OCI, par le Changement du Classement de 2005-2007	5
Schéma 4: Indice de Mesure de Web, par le Groupement Régional, 2005 contre 2007	6
Schéma 5: Les 10 Premiers Pays Membres de l'OCI, par des Classements d'IMW, 2005 contre 2007	6
Schéma 6: Le Nombre de Bons/Pauvres Interprètes d'IMW de l'OCI, par le Changement du Classement de 2005-2007	7
Schéma 7: Indice d'Infrastructure de Télécommunication, par le Groupement Régional, 2005 contre 2007	8
Schéma 8: Les 10 Premiers Pays Membres de l'OCI, par des Classements d'IIT, 2005 contre 2007	9
Schéma 9: Le Nombre de Bons/Pauvres Interprètes d'IIT de l'OCI, par le Changement du Classement de 2005-2007	9
Schéma 10: Indice de Capital Humain, par le Groupement Régional, 2005 contre 2007	10
Schéma 11: Les 10 Premiers Pays Membres de l'OCI, par Classements d'ICH, 2005 contre 2007	11
Schéma 12: Le Nombre de Bons/Pauvres Interprètes d'ICH de l'OCI, par le Changement du Classement de 2005-2007	11

Annexe Statistique

Tableau A.1: Valeurs d'Indice de Promptitude d'E-Gouvernement et Classements des Pays Membres de l'OCI, 2005 contre 2007.....	21
Tableau A.2: Valeurs d'Indice de Mesure du Web et Classement des Pays Membres de l'OCI, 2005 contre 2007	22
Tableau A.3: Valeurs d'Index d'Infrastructure de Télécommunication et Classements des Pays Membres de l'OCI, 2005 contre 2007.....	23
Tableau A.4: Valeurs d'Indice de Capital Humain et Classements des Pays Membres de l'OCI, 2005 contre 2007	24

Cartes

Carte 1: Indice de Promptitude d'E-Gouvernement des Pays Membres de l'OCI, par le Groupement de valeur d'Indice, 2007.....	27
Carte 2: Indice de Mesure du Web des Pays Membres de l'OCI, par le Groupement de Valeur d'Indice, 2007	27
Carte 3: Indice d'Infrastructure de Télécommunication des Pays Membres de l'OCI, par le Groupement de Valeur d'Indice, 2007	28
Carte 4: Indice de Capital Humain des Pays Membres de l'OCI, par le Groupement de Valeur d'Indice, 2007	28

1 Introduction

Aujourd'hui nous vivons dans une ère de vitesse due au progrès technologique, en particulier dans des matériels de la technologie de l'information et de la communication (TIC), qui a un impact profond sur chaque processus dans le secteur public et privé. Cet impact a été senti même dans les régions géographiques les plus éloignées du monde dû à l'utilisation répandue des matériels de la TIC. Ces technologies sont adoptées par les gouvernements pour transformer l'ordre public, les processus et les fonctions pour mieux servir les besoins de leurs citoyens.

L'infrastructure saine, la technologie améliorée du Web, et le capital humain qualifié ont permis aux gouvernements pour atteindre des niveaux élevés des services publics en ligne (c.-à-d. services d'E-Gouvernement). Cependant, pour que les gouvernements maintiennent une croissance soutenable de l'utilisation des services d'E-Gouvernement avec les niveaux élevés de satisfaction de leurs citoyens, il est impératif qu'ils consolident tous les services publics sous un système intégré d'E-Gouvernement. Le système disponible intégré de d'E-Gouvernement au tour de l'horloge surement attachera des agences, des processus et des systèmes ensemble d'une manière plus efficace et plus rapide.

Dans ce contexte, il vaut mieux mentionner que le terme « E-Gouvernement » n'a pas une définition unique. Différentes définitions ont été employées par divers organisations internationaux appropriés comme suit:

Le Réseau d'Administration Publique des Nations Unies (UNPAN) définit l'E-Gouvernement comme: *«...utilisant l'Internet et le Web dans le Monde Entier pour fournir l'information et les services du gouvernement au citoyen »*¹.

L'Union Européenne a adopté la définition suivante d'E-Gouvernement : *« ...l'utilisation des technologies de l'information et des communications dans les administrations publiques et les processus associés du développement du changement d'organisation et de qualifications pour augmenter des processus démocratiques et de contribuer à la bonne élaboration du gouvernement et de la politique »*².

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) donne une définition d'E-Gouvernement comme *«... l'utilisation des technologies de l'information et des communications et en particulier l'Internet, comme outil pour réaliser un meilleur gouvernement »*³.

La Banque Mondiale définit l'E-Gouvernement comme *« l'utilisation des organisations gouvernementales des technologies de l'information, telles que les réseaux de zones amples, l'Internet, et ordinateurs mobiles, qui ont la capacité de transformer des relations avec des citoyens, des entreprises, et d'autres armes de gouvernement. Ces technologies peuvent servir une série de différentes extrémités: la meilleure livraison des services gouvernementaux aux citoyens, des interactions améliorées avec des affaires et l'industrie, de l'habilitation de*

¹ <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/UN/UNPAN021547.pdf>

² <http://www.ccegov.eu/?Page=Glossary>

³ OECD (2003), "The e-Government Imperative", p. 11, OECD, Paris.

citoyen par l'accès à l'information, ou de la gestion la plus efficace du gouvernement. Les avantages résultants peuvent être moins de corruption, de transparence accrue, de plus grande convenance, de croissance de revenu, et/ou de réductions des coûts »⁴.

Selon l'Union Internationale des Télécommunications (ITU), l'E-Gouvernement veut dire « *l'utilisation des technologies de l'information et des communications dans le gouvernement pour fournir des services publics pour améliorer l'efficacité gestionnaire et pour favoriser des valeurs et des mécanismes démocratiques ; aussi bien qu'un cadre de normalisation qui facilite des initiatives intensives de l'information et stimule la société de la connaissance* »⁵.

Les Départements d'Études de Gouvernement d'Établissement de Brookings définissent l'E-Gouvernement comme « *Le gouvernement électronique offre la promesse d'utiliser la technologie pour améliorer la performance du secteur public aussi bien qu'utiliser les nouvelles avances pour la démocratie elle-même. Dans sa formulation la plus « bold », la technologie est vue comme outil pour la transformation de système à long terme* »⁶.

Département des Services du Conseil en Affaires aux Machines Commerciales Internationales (IBM) décrit l'E-Gouvernement comme « *moyens de rendre des services gouvernementaux disponibles par l'intermédiaire des canaux électroniques. Ceci peut signifier toutes choses commençant par placer des informations sur leurs services sur un portail, à fournir des déclarations d'impôt en ligne* »⁷.

Ces diverses définitions prouvent que l'E-Gouvernement est un aspect de gouvernement numérique ce qui inclut la large utilisation de tous les matériels des TIC en fournissant des services du secteur public.

Le but de ce rapport est de fournir une vue d'ensemble du progrès courant des Pays Membres de l'OCI dans la Promptitude d'E-Gouvernement. Au cours de la préparation de ce rapport, l'enquête 2008 d'E-Gouvernement de l'ONU est employée comme document de référence principal. Dans ce contexte, ce rapport inclut un ensemble d'Indice de l'enquête mentionnée ci-dessus, à savoir l'Indice de Promptitude d'E-Gouvernement qui est un Indice composé comportant trois sous-indices; c.-à-d. l'Indice de Mesure de Web (IMW), l'Indice d'Infrastructure de Télécommunication (IIT), et l'Indice de Capital Humain. L'analyse comparative a été dirigée en employant les Indices ci-dessus entre 2005 et 2007 pour comparer la Performance de Promptitude d'E-Gouvernement des Pays Membres de l'OCI aux autres régions comprenant le Monde. Puis, une analyse complète a été faite pour comparer des sous-groupes de l'OCI et les 10 premiers Pays Membres de l'OCI dans chaque Indice. En conclusion, basé sur l'analyse faite le rapport dérive des conclusions et des implications de politique pour que les Pays Membres de l'OCI réalisent un meilleur résultat dans la Promptitude d'E-Gouvernement pour procurer une meilleure occasion aux futures générations. Pour finir, le rapport inclut une carte pour chacun des Indices visualisant les points de chaque pays membre basé sur une gamme de performances.

⁴ <http://go.worldbank.org/M1JHE0Z280>

⁵ http://www.itu.int/ITU-D/cyb/app/docs/e-gov_for_dev_countries-report.pdf

⁶ http://www.brookings.edu/reports/2008/0817_egovernment_west.aspx

⁷ <http://www-03.ibm.com/industries/global/files/TheRoleofPostsine-government20040209.pdf>

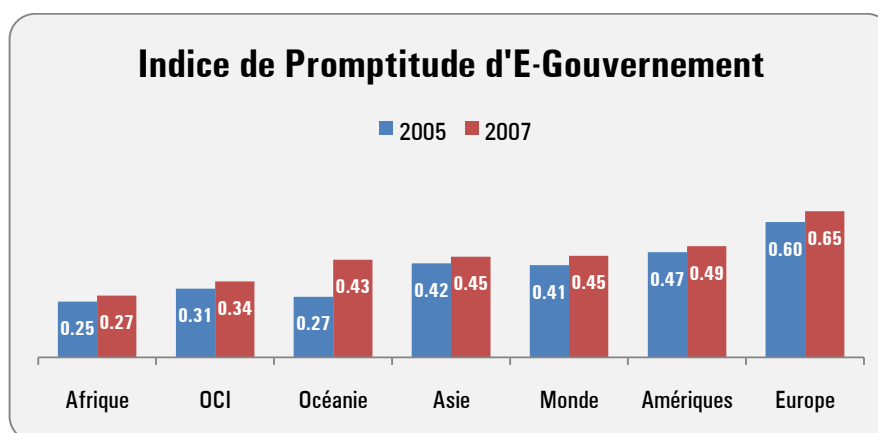
2 Promptitude d'E-Gouvernement

La Promptitude d'E-Gouvernement est un terme employé pour refléter l'ampleur de la volonté et de la capacité des gouvernements pour employer les TIC pour transformer des applications conventionnelles de gouvernement pour fournir un meilleur service aux citoyens, aux entreprises et même aux gouvernements eux-mêmes. Le terme a pu être également employé pour refléter *la mesure de la qualité de l'infrastructure des TIC d'un pays et de la capacité de ses consommateurs, d'entreprises et de gouvernements d'employer les TIC à leur avantage*⁸. Le Réseau d'Administration Publique de l'ONU (UNPAN), Institut d'IBM pour la Valeur Marchande dans la Coopération avec l'Unité d'Intelligence d'Économiste (EIU), et l'Établissement de Brookings sont les trois sources qui sont la plupart du temps citées et qui entreprennent des évaluations régulières de la Promptitude d'E-Gouvernement des gouvernements autour du Monde.

3 Indice de Promptitude d'E-Gouvernement (IPE)

L'Indice de Promptitude d'E-Gouvernement (IPE) est un indice composé comportant trois sous-indices; c.-à-d. l'Indice de Mesure de Web (IMW), l'Indice d'Infrastructure de Télécommunication (IIT), et l'Indice de Capital Humain (ICH)⁹. L'IPE moyen des pays de l'OCI, comme un groupe, était 0.34 dans 2007 comparés à 0.31 de 2005 (le Schéma 1). Bien que ceci indique une amélioration très légère des applications d'E-Gouvernement dans les pays de l'OCI, l'IPE des pays de l'OCI dans 2007 est resté tout à fait au-dessous de la moyenne du monde (0.45) et des moyennes des autres régions, excepté la moyenne de l'Afrique.

Schéma 1: Indice de Promptitude d'E-Gouvernement, par le Groupement Régional, 2005 contre 2007



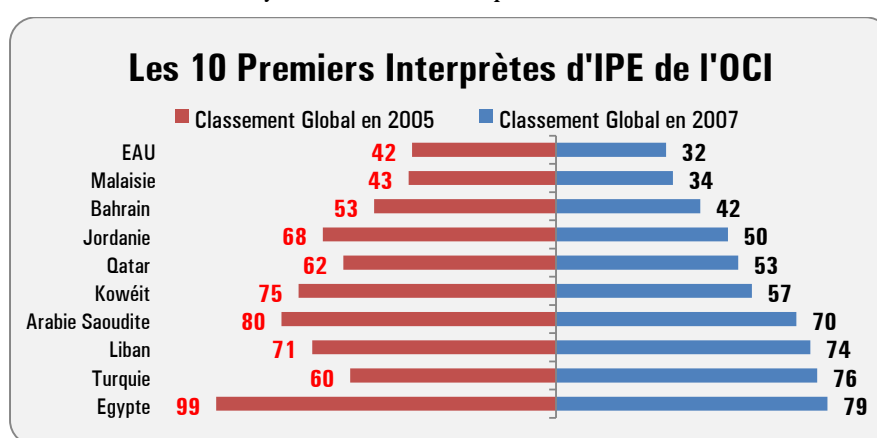
Le Schéma 2 montre les 10 Pays Membres principaux de l'OCI classifiés par les points d'IPE en 2005 et 2007. Excepté le Liban et la Turquie, tous les Pays Membres de l'OCI dans la liste des 10 premiers pays ont amélioré leurs positions dans la période 2005-2007. L'Égypte est le seul pays dans les 10 premiers pays pour augmenter 20 positions de son classement de 2005. La performance de l'Égypte dans l'IPE est la plupart du temps due à son succès en augmentant son IMW de 0.16 point de 2005 à 2007. L'Égypte est également

⁸ http://www-935.ibm.com/services/us/gbs/bus/pdf/e-readiness_rankings_june_2009_final_web.pdf

⁹ UNPAN (2008), "UN e-Government Survey 2008", p. 14, UN, New York.

parvenue à augmenter son ICH et IIT de 0.11 et 0.02 point respectivement dans la même période. La Jordanie et le Koweït ont montré une performance peu semblable avec celle de l'Égypte. La performance de la Jordanie était due à l'augmentation de son IMW par 0.17 point et, différent que les modèles de performance de l'Égypte et du Koweït, à une augmentation de son IIT par 0.07 point contre une augmentation de 0.01 point de son ICH. Cependant, le même groupe de pays doit toujours augmenter leurs efforts pour atteindre le niveau des Émirats Arabes Unis, qui a marqué 0.63 dans l'IPE. Les Émirats Arabes Unis a montré le même modèle de performance que l'Égypte et le Koweït ont fait dans la période 2005-2007 avec des augmentations de 0.10, 0.05, et 0.02 point de son IMW, ICH, et IIT, respectivement. Cependant, même en tant que premier pays dans la liste d'IPE des 10 pays principaux de l'OCI, les Émirats Arabes Unis se classe trente-deuxième en 2007.

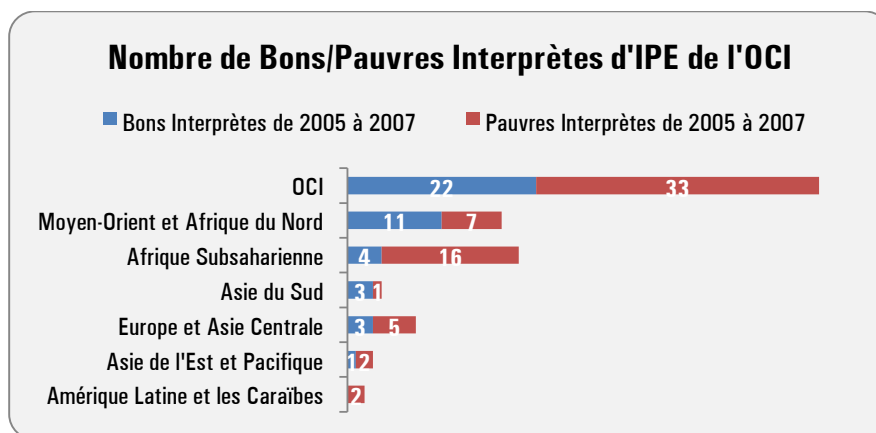
Schéma 2: Les 10 Premiers Pays Membres de l'OCI, par des classements d'IPE, 2005 contre 2007



En 2007, la différence dans les points de la Suède (0.92), la meilleure performance de pays dans l'IPE, et les Émirats Arabes Unis (0.63) est approximativement 0.29 point. Ceci prouve que même les Pays Membres de l'OCI en performance en ce qui concerne l'IPE doivent prendre des mesures additionnelles en augmentant leurs services et processus d'E-Gouvernement. La réalisation des classements élevés dans l'IPE exige un large réseau fort, les taux de pénétration élevés du marché de moyens de communication et d'applications mobiles, les ressources humaines bien formées et l'administration consolidée de la dispersion mais des applications jointes d'E-Gouvernement. Les points faibles qui sont faits face dans le respect de ces conditions causent les anomalies entre les régions.

Le Schéma 3 exhibe les Pays Membres de l'OCI en termes de leur changement de classement d'IPE de 2005 à 2007. Les 55 Pays Membres de l'OCI pour lesquels les données sont disponibles, seulement 22 sont parvenus à déplacer vers le haut leurs positions de 2005 à 2007. En 2007, par opposition à d'autres régions, dans le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) et Asie du Sud (AS), les Pays Membres de l'OCI en performance forte semblent être plus en nombre que les pays de faible performance. 11 sur 18 Pays Membres de l'OCI dans le MENA et 3 sur 4 Pays Membres de l'OCI dans les régions de SA sont parvenus à déplacer vers le haut leurs classements de l'année 2005 à l'année 2007. Tous les Pays Membres en Amérique Latine et les Caraïbes (ALC), 16 sur 20 dans l'Afrique Subsaharienne (ASS), 5 sur 8 en Europe et en Asie Centrale (EAC) et 2 sur 3 dans l'Asie de l'Est et le Pacifique (AEP) ont descendu en année 2007 une fois comparés à leurs classements de l'année-2005.

Schéma 3: Le Nombre de Bons/Pauvres Interprètes d'IPE de l'OCI, par le Changement du Classement de 2005-2007



4 Indice de Mesure de Web (IMW)

L'Indice de Mesure de Web (IMW) analyse comment les gouvernements fournissent des politiques, des demandes et des outils d'E-Gouvernement pour répondre aux besoins croissants de leurs citoyens pour plus d'e-information, d'e-services et d'e-outils. Il mesure la présence en ligne des sites Web nationaux, avec ceux des ministères de la Santé, l'éducation, le bien-être, le travail et les finances du pays¹⁰. L'Indice de Mesure de Web considère un modèle de cinq-étape¹¹, qui se base sur les niveaux précédents de la complexité de la présence en ligne d'un gouvernement. La présence en ligne principale est la page d'accueil portique ou officielle nationale du gouvernement. Les autres emplacements en ligne de présence pour des ministères/départements de santé, d'éducation, du bien être social, du travail et des finances, ont été également pris en compte. Si les gouvernements peuvent répondre aux points de seuil pour le développement d'infrastructure, la livraison de contenu, la re-machination d'affaires, la gestion des données, la gestion de sécurité et de client, ils se relèvent d'une étape à l'autre dans le modèle. Ainsi, l'IMW montre la capacité et la capacité de gouvernements pour fournir des services en ligne à leurs citoyens.

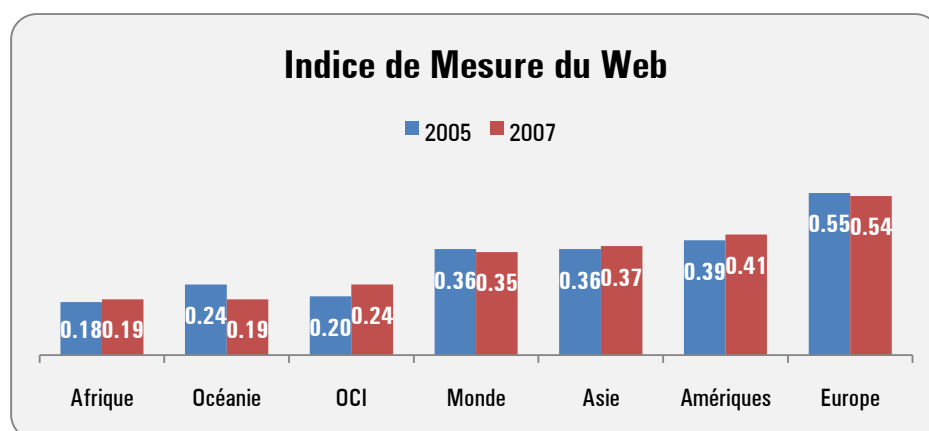
Le Schéma 4 montre que la moyenne d'IMW de l'OCI a légèrement augmenté de 0.20 en 2005 à 0.24 en 2007 qui précise qu'il est survenu en tant que plus de Pays Membres de l'OCI investis dans le développement d'infrastructure, les portails citoyen-amicaux, les programmes d'application temps réel et l'intégration du bureau¹² arrière. L'OCI a en général réalisé le saut le plus élevé de valeur d'Indice de 2005 à 2007 une fois comparé à d'autres régions à une augmentation de 0.04 point. Excepté les moyennes du monde, de l'Europe et de l'Océanie ; toutes les autres régions sont parvenues à augmenter leurs valeurs d'Indice de Mesure de Web de 2005 à 2007. Cependant, la moyenne d'IMW de l'OCI est au-dessous de celle du monde par 0.11 point en 2007.

¹⁰ ibid, p. 43.

¹¹ Stage I – Emerging, Stage II – Enhanced, Stage III – Interactive, Stage IV – Transactional, Stage V – Connected

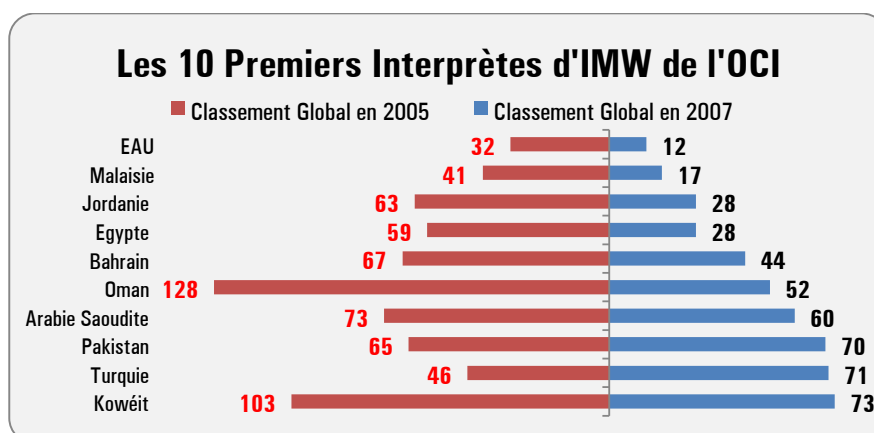
¹² Des fonctions de bureau arrière sont définies en tant que ces secteurs qui soutiennent la ligne de front la livraison des services. Voir « l'enquête 2008 d'e-gouvernement de l'ONU », p. 126.

Schéma 4: Indice de Mesure de Web, par le Groupement Régional, 2005 contre 2007



Le Schéma 5 montre les 10 Pays Membres principaux de l'OCI classifiés par l'IMW avec les Émirats Arabes Unis menant l'Indice suivi de la Malaisie. Les Émirats Arabes Unis et la Malaisie ont la plupart du temps monté en raison de la force de trois de leurs sites Web des ministères, à savoir : le Bien Être Social, le Travail et les Finances¹³. Avec 7 pays dans la liste des 10 premiers pays, le MENA est la région principale dans l'IMW. La Malaisie, le Pakistan et la Turquie appartiennent aux régions de l'EAP, l'AS et l'EAC, respectivement. Aucun des Pays Membres de l'OCI dans les régions d'ALC et d'ASS n'est parvenu à obtenir dans le classement des 10 premiers pays d'IMW. Excepté le Pakistan et la Turquie, les autres Pays Membres de l'OCI dans la liste de 10 premiers pays d'IMW ont amélioré leurs positions de l'année 2005. Parmi ceux qui ont amélioré leurs positions en 2007, l'Oman retire l'attention comme il a relevé 76 positions de son classement de 2005. D'une part, au cours de la même année, quand les points du Danemark, le pays de meilleure performance dans l'IMW, et de celle des Émirats Arabes Unis sont comparés les uns avec les autres, leur différence d'Indice est approximativement 0.28 point, qui indique qu'il y a pièce pour que plus de Pays Membres de l'OCI réalisent une meilleure performance dans l'IMW au niveau national.

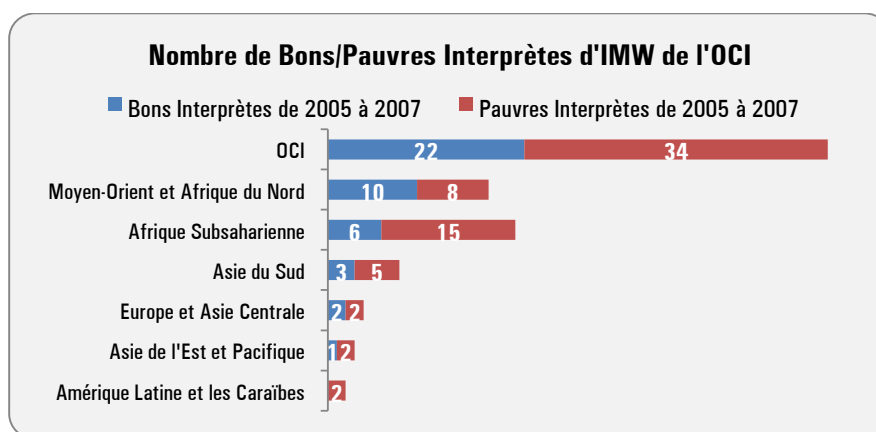
Schéma 5: Les 10 Premiers Pays Membres de l'OCI, par des Classements d'IMW, 2005 contre 2007



¹³ UNPAN (2008), "UN e-Government Survey 2008", p. 44, UN, New York.

Le Schéma 6 présente le nombre de Pays Membres de l'OCI en termes de leur changement de classement d'IMW de 2005 à 2007. 22 sur 56 Pays Membres de l'OCI avec des données disponibles ont déplacé leurs positions vers le haut de 2005 à 2007. Les autres 34 Pays Membres ont eu une performance dégradée. Excepté le MENA, toutes les régions ont eu plus de pays avec des positions basses mobiles selon le classement de la liste 2007. 10 sur 18 Pays Membres de l'OCI dans le MENA ont déplacé leurs classements de l'année 2005 vers le haut au cours de l'année 2007. Tous les Pays Membres dans l'ALC, 15 sur 21 des Pays Membres de l'OCI en ASS, 5 sur 8 des Pays Membres de l'OCI à l'EAC, 2 sur 3 des Pays Membres de l'OCI dans l'EAP, et le moitié de l'OCI des Pays Membres en AS ont faiblement performé au cours de l'année 2007 une fois comparés à leurs classements de l'année 2005. En 2007, presque un tiers des Pays Membres de performance faible de l'OCI était de la région de l'ASS.

Schéma 6: Le Nombre de Bons/Pauvres Interprètes d'IMW de l'OCI, par le Changement du Classement de 2005-2007



Les emplacements de gouvernement permettent aux gouvernements de fournir à leurs citoyens les services qu'ils ont besoin. Une autre étape dans ce processus serait de consolider des services gouvernementaux séparés sous un portail simple. Beaucoup de pays, y compris les Pays Membres de l'OCI, ont la difficulté en atteignant de points élevés dans l'IMW ce qui les empêche pour réaliser l'e-transformation. Ainsi, les pays qui surpasseront leur repère dans l'IMW seront en meilleure position pour fournir des services du dernier cri à ses citoyens dans l'e-gouvernement.

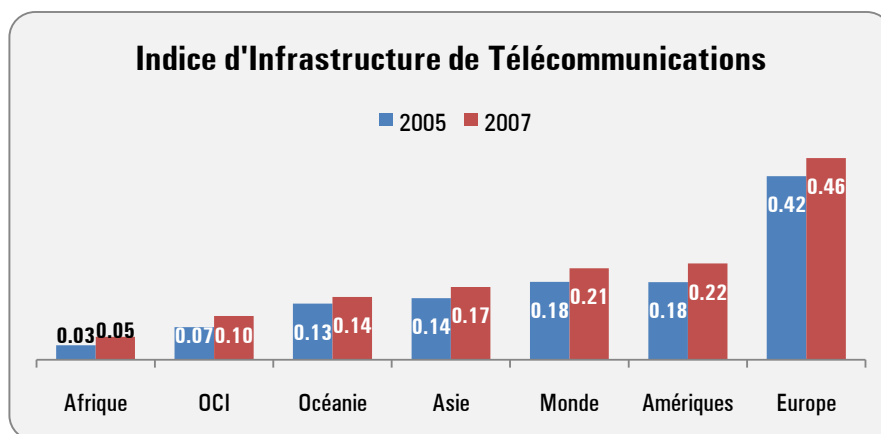
5 Indice d'Infrastructure de Télécommunication (IIT)

Ces dernières années l'humanité a été témoin de l'amélioration significative de la croissance et de l'adoption des outils des TIC. Ceci a mené à une augmentation du nombre de lignes téléphoniques, ordinateurs, les abonnés cellulaires que tous ont eu un impact considérable dans la croissance de l'Internet. Selon les données d'UIT¹⁴, entre 1991 et 2003 les lignes téléphoniques ont doublées et la disponibilité des ordinateurs s'est développée cinq fois autant. Au cours des 12 dernières années, les abonnés cellulaires ont augmenté par 83 fois tandis que l'augmentation des internautes globaux était des 151 périodes battantes à plat de couture.

¹⁴ ITU Indicateurs de Télécommunication du Monde, 2003 Schémas Projetées.

Au cours des dernières années, il y avait de croissance exceptionnelle de l'utilisation de l'Internet parmi toutes les régions du monde et particulièrement des régions en développement.

Schéma 7: Indice d'Infrastructure de Télécommunication, par le Groupement Régional, 2005 contre 2007



L'Indice d'Infrastructure de Télécommunication (IIT) a été créé comme mesure composée des ordinateurs, des internautes, des lignes téléphoniques, des abonnés cellulaires et de la bande large par 100 les rapportant à la capacité de l'infrastructure d'un pays comme ils se rapportent à la prestation des services d'E-Gouvernement et assigne à chacun variable un poids de 20%¹⁵.

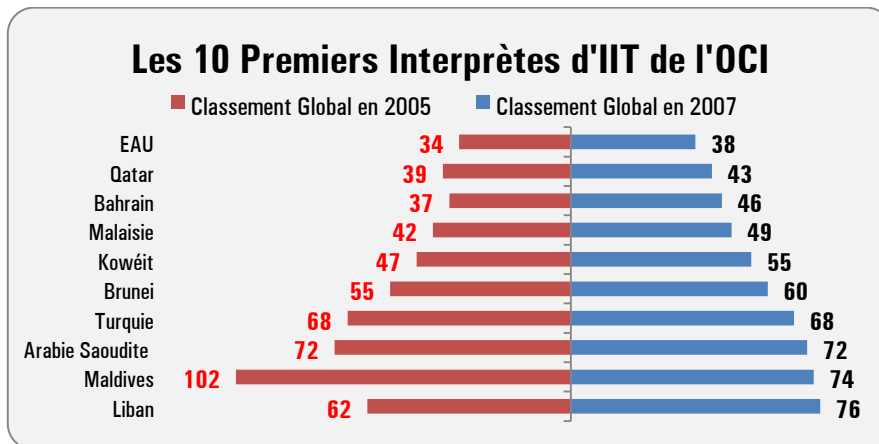
À mesure qu'avec la même tendance dans l'IMW, la moyenne d'IIT de l'OCI a légèrement augmenté de 0.07 en 2005 à 0.10 en 2007 (Schéma 7). En dépit de l'OCI en tant que groupe a montré l'amélioration dans la période 2005-2007 dans l'IIT, la moyenne d'IIT de l'OCI est toujours derrière celle du monde par 0.11 point. Seulement les moyennes de l'Europe et des Amériques ont surpassé la moyenne du monde dans la période 2005-2007.

Le Schéma 8 montre les 10 Pays Membres principaux de l'OCI classifiés par l'IIT avec les Émirats Arabes Unis en premier position d'Indice dans la totalité de l'OCI. Cependant, quand l'IIT global est pris en compte, le pays avec la première position d'IIT de l'OCI, Émirats Arabes Unis, est approximativement par 0.43 point après les Pays Bas, le pays avec la première position global d'IIT. La performance d'IIT au niveau régional prouve qu'avec 6 pays dans la liste des 10 premiers pays, le MENA est la région principale dans l'IIT. La Malaisie, le Brunei, la Turquie et les Maldives qui sont les autres Pays Membres de l'OCI qui ont eu lieu dans la liste de 10 premiers pays d'IIT sont des régions d'EAP (les deux premiers), EAC et AS, respectivement. Aucun des Pays Membres de l'OCI dans les régions d'ALC et d'ASS n'a pris une position dans la liste de 10 premiers pays d'IIT. Excepté les Maldives, les autres Pays Membres de l'OCI dans la liste de 10 premiers pays d'IIT n'ont pas pu améliorer leurs positions de l'année 2005. La Turquie et l'Arabie Saoudite ont maintenu leurs mêmes positions en 2007. Les Maldives est le seul pays dans les 10 premiers pays pour déplacer vers le haut 28 positions de son classement en 2005. La performance d'IIT des Maldives est la plupart du temps due à son succès en augmentant ses Indices cellulaires et de PC de 0.45 et 0.08 point, respectivement de 2005 à 2007. Les Maldives sont également parvenues à augmenter ses lignes téléphoniques

¹⁵ UNPAN (2008), "UN e-Government Survey 2008", p. 219, UN, New York.

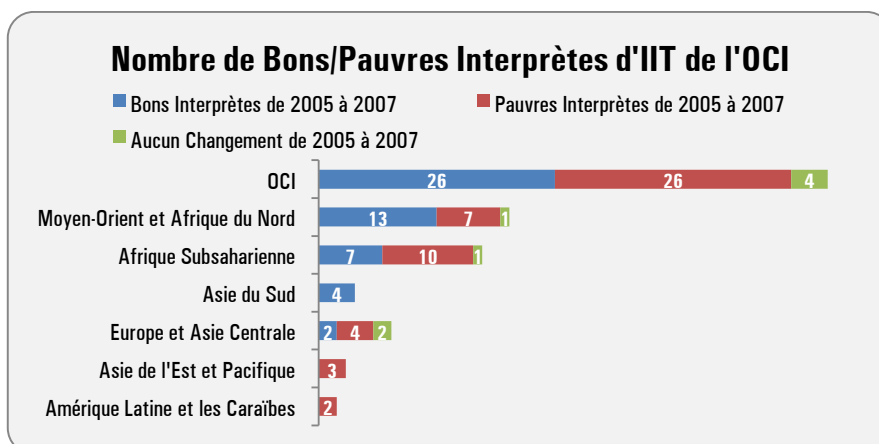
à bande large et principales Indice de 0.02 et 0.01 point respectivement dans la même période. On a cependant observé une légère diminution de l'Indice d'Internet pour les Maldives pour la période mentionnée.

Schéma 8: Les 10 Premiers Pays Membres de l'OCI, par des Classements d'IIT, 2005 contre 2007



Le Schéma 9 montre que le nombre de Pays Membres de l'OCI en termes de leur classement d'IIT change dans la période 2005-2007. 26 sur 56 Pays Membres de l'OCI avec des données disponibles ont déplacé leurs positions vers le haut du 2005 à 2007. Les autres 26 Pays Membres ont montré une performance faible, tandis que 4 des Pays Membres n'ont montré aucun changement luxuriant. Toutes les régions, excepté l'ASS et SA, ont eu plus de Pays Membres de l'OCI avec des positions abaissant que celles avec des positions se relevant dans le classement de la liste 2007. Tous les Pays Membres de l'OCI en AS et 13 sur 21 des Pays Membres de l'OCI en ASS ont augmenté leurs 2005 classements en année 2007. Tous les Pays Membres de l'OCI dans l'ALC et l'EAP, 10 sur 18 des Pays Membres de l'OCI dans le MENA et 4 sur 8 des Pays Membres de l'OCI à l'EAC ont faiblement performé en 2007 une fois comparés à leurs classements de l'année 2005. Le succès des Pays Membres de l'OCI en ASS est la plupart du temps basé sur le nombre croissant des ordinateurs par 100 personnes et la grande augmentation de la pénétration de téléphone mobile.

Schéma 9: Le Nombre de Bons/Pauvres Interprètes d'IIT de l'OCI, par le Changement du Classement de 2005-2007

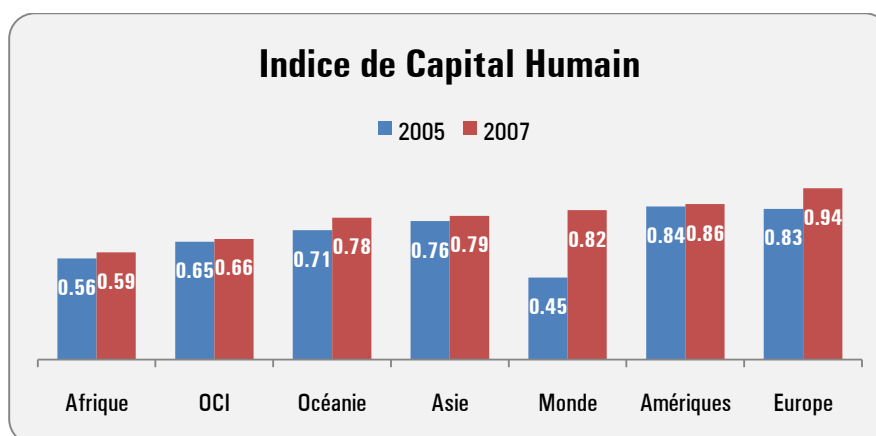


6 Indice de Capital Humain (ICH)

L'Indice de Capital Humain (ICH) est un composé du taux d'alphabétisation adulte et du rapport brut primaire, secondaire et tertiaire combiné d'inscription, avec deux-tiers de poids donné au taux d'alphabétisation et à un tiers adultes au ratio brut d'inscription¹⁶. L'ICH montre également dans quelle mesure les citoyens des Pays Membres de l'OCI sont prêts pour l'e-transformation puisqu'on le mesure également par combien les Pays Membres de l'OCI ont investi dans l'éducation de leurs citoyens pour embrasser le processus de transformation d'E-Gouvernement dans l'âge numérique rapide.

La moyenne d'ICH de l'OCI a augmenté de 0.01 point dans la période 2005-2007. En dépit de l'amélioration assez mineure des points, le groupe de l'OCI dans son ensemble était derrière la moyenne du monde par 0.12 point en 2007. À la différence des moyennes d'ICH de l'OCI et de l'Afrique, les moyennes de l'Europe, des Amériques, de l'Océanie et de l'Asie ont surpassé la moyenne du monde dans la même période (Schéma 10).

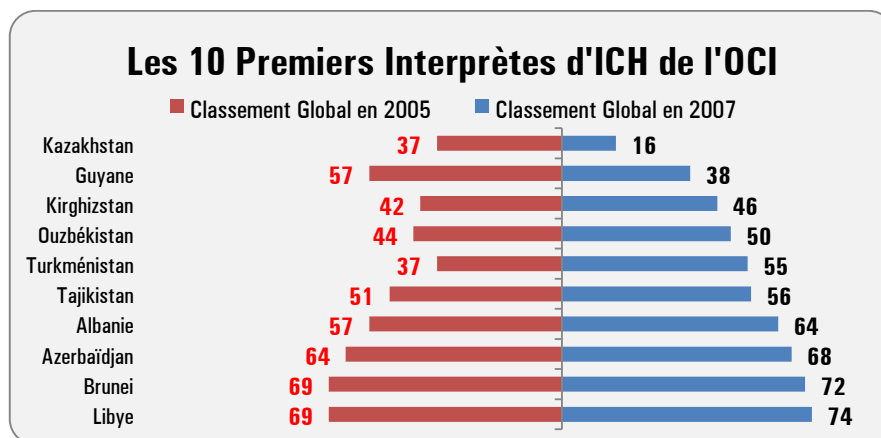
Schéma 10: Indice de Capital Humain, par le Groupement Régional, 2005 contre 2007



Le Schéma 11 montre les 10 Pays Membres principaux de l'OCI classifiés par l'ICH avec Kazakhstan menant l'Indice. Avec 7 pays dans la liste des 10 premiers pays, l'EAC est la région principale dans l'ICH. La Guyane, le Brunei et la Libye sont les autres Pays Membres de l'OCI des régions de l'ALC, de l'EAP et du MENA, ayant lieu respectivement dans la liste de 10 premiers pays d'ICH. Aucun des Pays Membres dans les régions de l'AS et de l'ASS n'a pris une position dans la liste de 10 premiers pays d'ICH. À l'exception du Kazakhstan et de la Guyane - le seul pays de la région d'ALC pour entrer la liste des 10 pays principaux - les autres Pays Membres de l'OCI dans le classement de la liste des 10 premiers pays ne pourraient pas améliorer leurs positions au cours de l'année 2005. Kazakhstan, le pays en première position d'ICH de l'OCI, était seulement 0.02 point derrière les pays en première position d'ICH ; c.-à-d. l'Australie, le Danemark, la Finlande et la Nouvelle Zélande avec un 0.99 point d'ICH.

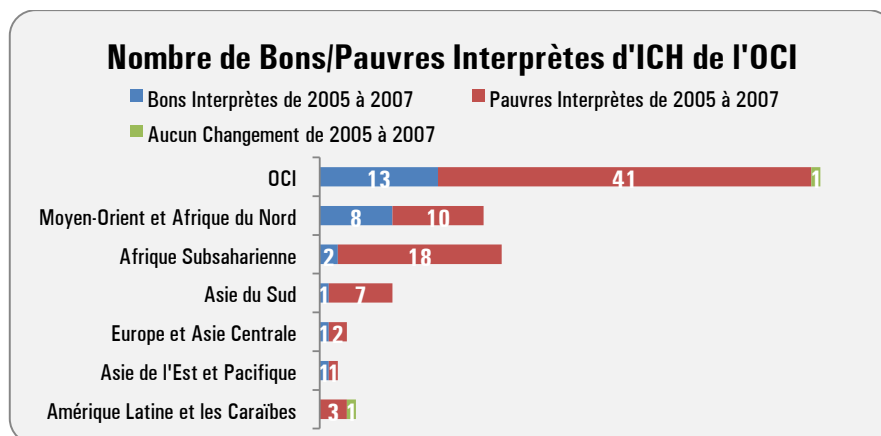
¹⁶ *ibid*, p. 17.

Schéma 11: Les 10 Premiers Pays Membres de l'OCI, par Classements d'ICH, 2005 contre 2007



Le nombre de Pays Membres de l'OCI, en termes de leurs changements de classement d'ICH de la période 2005-2007 exhibée sur le Schéma 12. 13 sur 55 Pays Membres de l'OCI pour lesquels les données sont disponibles, ont montré un progrès dans leurs positions de 2005 à 2007. Les autres 41 Pays Membres de l'OCI n'ont pas réussi à améliorer leur performance, tandis qu'1 pays membre n'a montré aucun changement de classement. La majorité des Pays Membres dans toutes les régions, excepté l'ALC, a exécuté faiblement dans le classement de la liste 2007. 1 sur 2 Pays Membres de l'OCI dans l'ALC a augmenté son classement de l'année-2005 au cours de l'année 2007. 3 sur 4 Pays Membres de l'OCI dans l'AS, 18 sur 20 Pays Membres en ASS, 10 sur 18 Pays Membres de l'OCI dans le MENA, 7 sur 8 Pays Membres de l'OCI à l'EAC et 2 sur 3 Pays Membres de l'OCI dans l'EAP ont performé d'une manière faible lors de l'année 2007 une fois comparé à leurs classements de l'année-2005.

Schéma 12: Le Nombre de Bons/Pauvres Interprètes d'ICH de l'OCI, par le Changement du Classement de 2005-2007



Bien qu'il y ait amélioration notable en moyenne dans l'IPE des Pays Membres de l'OCI dans la période 2005-2007, là reste à faire beaucoup au niveau national pour réaliser de plus hauts points d'Indice pour atteindre un niveau au-dessus des moyennes de l'OCI et du monde. Pour assurer la durabilité des programmes d'E-Gouvernement dans les Pays Membres de l'OCI, les gouvernements doivent développer les politiques qui investissent premièrement dans le capital humain, parce que l'automatisation seule des processus de gouvernement ne peut pas être un remède automatique pour des problèmes et la productivité

accumulés de service. L'investissement dans le capital humain également augmentera la capacité d'agences publiques et permettra aux administrations publiques de fournir des services d'E-Gouvernement aux citoyens d'une manière plus efficace et plus intemporelle.

7 Conclusion et Recommandations

Les origines d'E-Gouvernement proviennent de l'utilisation de l'Internet comme plate-forme pour une nouvelle structuration d'organisation et comme milieu pour la diffusion de services publics. À cet égard, la révolution technologique rapide retire l'attention des décideurs pour améliorer la de secteur public. L'E-Promptitude joue non seulement un rôle critique dans les vies des citoyens, des milieux d'affaires, des employés de l'État et des organisations gouvernementales pendant qu'elle crée l'interaction parmi eux mais les aide également à tirer bénéfice des services gouvernementaux d'une manière transparente, efficace et intemporelle.

Les initiatives prises sur l'e-Promptitude seront instrumentales en préparant des sociétés à s'adapter aux changements de cet âge numérique rapidement en mouvement. Afin de tirer bénéfice du progrès de la technologie sur une plus large échelle, les gouvernements doivent investir dans le capital humain, la mise en application des programmes d'E-Gouvernement qui sont orientés vers favoriser l'utilisation des TIC, augmenter l'infrastructure des TIC et créer le cadre de normalisation nécessaire pour utiliser les réseaux de prochaine génération. Ceci favorisera l'utilisation de l'Internet et aidera à établir les bases pour les sociétés de l'information qui participeront plus activement à l'économie locale et globale en pleine évolution. Les pays qui manquent d'une infrastructure appropriée pour favoriser l'utilisation des TIC, qui ont un cadre légal et de normalisation faible pour faire le travail des TIC pour un segment plus large de la société, et qui manquent le capital humain nécessaire sont susceptibles de relever des défis dans l'économie numérique en évolution et auront ainsi la grande difficulté en réalisant la transformation à l'e-gouvernement. Par conséquent, il est nécessaire de relever les défis dans les services d'E-Gouvernement qui mèneront à créer une économie transparente dans laquelle le gouvernement fournit des e-services aux citoyens sur un portique simple et leur permettent d'accomplir leurs transactions en ligne avec satisfaction.

Les Pays Membres de l'OCI comme groupe augmentaient leur IPE légèrement de 0.31 en 2005 à 0.34 de 2007. Bien que la moyenne d'IPE de l'OCI soit encore moins que la moyenne du monde, c'est un fait indéniable que la transformation d'E-Gouvernement exige la structure économique saine et de développement durable à laquelle la plupart des Pays Membres de l'OCI ont la difficulté à atteindre. Les trois composants de l'IPE ; c.-à-d. IMW, IIT et ICH ont montré une légère augmentation dans le cas de l'OCI en tant que groupe de la période 2005-2007.

Les Pays Membres de l'OCI dans les régions de MENA, de l'EAC et de l'EAP ont pris les 10 positions principales dans les évaluations faites pour l'OCI comme région. En dépit de ce fait ; pour tous les sous-indices de l'IPE, le nombre de Pays Membres de l'OCI qui n'ont pas amélioré leurs classements dans la période 2005-2007 sont plus que le nombre de Pays Membres de l'OCI réussis à améliorer leurs classements dans la même période. La raison principale de ceci est la nature toujours changeante de la technologie qui

exige la capacité financière d'acquérir les dernières innovations et les ressources humaines de calibre élevé pour faire la meilleure utilisation des deux facteurs dans la transformation d'E-Gouvernement. Il devrait se rappeler qu'un portail d'E-Gouvernement qui a semblé unique en 2005 pourrait devenir un portail ordinaire et moyen en 2007 à moins que les tendances les plus récentes dans la transaction basée sur des applications bloquées et interfaces portiques citoyen-amicales soient adoptées.

Il est remarquable de mentionner que bien que les Pays Membres de l'OCI dans la région de MENA occupent principalement les 10 listes de classements principaux de l'OCI dans l'IMW et l'IIT, la liste de classement des 10 premiers pays d'ICU de l'OCI se compose principalement des pays de l'EAC. Comme Pays Membres de l'OCI possèdent le capital humain fort dans l'Asie Centrale, ils sont susceptibles de maintenir une croissance soutenable des services d'E-Gouvernement si les programmes d'E-Gouvernement surmontent avec succès les défis dans les autres Indices. Généralement l'ICH semble être un défi formidable pour la plupart des Pays Membres de l'OCI. Ainsi, ces Pays Membres de l'OCI qui ont réalisé les points relativement hauts dans l'ICH semblent être à une position très avantageuse par rapport aux autres. En fait, quand le niveau de la population de l'éducation et des qualifications augmente, la population est pour accéder et utiliser aux outils modernes des TIC aux taux croissants pour faciliter leurs activités de jour en jour. En particulier, les Pays Membres de l'OCI en ASS traînent dans l'ICH par rapport à d'autres régions et dans le cas d'IMW ils montrent la performance relativement faible comparée aux autres régions, ainsi quand une telle facilitation est réalisée au niveau de l'OCI, ceci apportera également de plus grands avantages économiques à ces pays et l'efficacité de secteur public pour augmentation aussi bien que renforcer des perspectives d'E-Gouvernement dans ces pays. Les points de façon saisissante bas dans l'Internet et les Indices à bande large des Pays Membres de l'OCI dans la région de l'ASS précisent à l'infrastructure de télécommunications insatisfaisante qui est une barrière pour maintenir et favoriser des services d'E-Gouvernement.

Bien que seulement 2 Pays Membres de l'OCI dans la région de l'ASS aient amélioré leurs positions de classement dans l'ICH en 2007 comparés à 2005, les points des Pays Membres de l'OCI dans la région de l'ASS sont restés dans la gamme entre 0.25 et 0.81 qui précisent que le travail intensif vers augmenter des perspectives dans l'éducation ont été continu pendant quelque temps dans ces pays mais plus récemment ils avaient montré la dégradation des performances. D'une part, une situation renversée se tient pour les mêmes pays dans l'IIT comme leurs points dans cet indice semblent être très bas malgré le fait que la moitié des Pays Membres qui se sont améliorés leurs classements dans la période 2005-2007 sont de la région de l'ASS. Somme toute, les Pays Membres de l'OCI dans la région de l'ASS ont des performances comparativement faibles dans le capital humain pourtant ils ne seront pas sévèrement handicapés par ces résultats s'ils prennent à mesures proportionnées pour employer leur capital humain pour réaliser des résultats désirés dans des services d'E-Gouvernement. Ceci peut faire si ces pays renversent la performance en baisse dans l'ICH. En fait, la croissance de la demande des lignes téléphoniques cellulaires et principales dans la région de l'ASS augmentera de plus en plus avec l'étendre dans l'utilisation de l'Internet. En outre, les services à bande large feront les perspectives dans la transformation d'E-Gouvernement bien mieux pour eux car les raccordements à grande vitesse fourniront des services plus efficaces à l'E-Gouvernement en augmentant la facilité de l'accès aux applications d'E-Gouvernement. En conséquence, les Pays Membres de

l'OCI peuvent réaliser de plus hauts points dans l'IPE en agissant dans la prestation des services publics essentiels ; et la stimulation de l'accès du citoyen à l'information publique et officielle par l'accès d'Internet qui exige employant les outils des TIC modernes sur une plus large échelle.

Étant donné cet état de question, les recommandations suivantes sont suggérées pour rendre des initiatives d'E-Gouvernement réussies au niveau de l'OCI. Le premier ensemble de recommandations traitent placer la base pour la transformation d'E-Gouvernement. Celles-ci agissent en tant que directives pour les Pays Membres de l'OCI qui manquent du capital humain et de l'infrastructure technologique et/ou dont les programmes d'E-Gouvernement ont lieu toujours dans une phase tôt. Le deuxième ensemble de recommandations se concentrent sur les efforts pour former un environnement efficace et soutenable d'E-Gouvernement dans le secteur public des Pays Membres de l'OCI qui sont relativement plus expérimentés dans des applications d'E-Gouvernement. En conclusion, le troisième ensemble de recommandations expriment les méthodes de coopération au niveau de l'OCI pour augmenter le renforcement de capacité des Pays Membres dans des applications d'E-Gouvernement, et augmentent la productivité et la qualité des applications d'E-Gouvernement dans les Pays Membres de l'OCI.

1) Les Recommandations pour Placer la Base pour la Transformation d'E-Gouvernement :

- a. Le capital humain émerge comme secteur prioritaire pour le développement dans la plupart des Pays Membres de l'OCI afin de préparer leurs nations pour la transformation d'E-Gouvernement. Par conséquent, un cadre légal et de normalisation devrait exister pour s'assurer que l'accomplissement d'éducation dans les écoles incluent des enseignements sur l'utilisation des TIC pour s'assurer que les générations futures sont versées avec les avancements technologiques.
- b. Les Pays Membres de l'OCI devraient améliorer leurs efforts pour augmenter des taux de pénétration d'ordinateur pour établir le lien dans le clivage numérique. Pour les Pays Membres sans approvisionnement régulier en électricité requis pour actionner ces systèmes informatiques, des sources d'énergie alternatives devraient être prises en compte. En outre, des prestataires de service d'Internet devraient être soutenus avec des subventions de sorte qu'ils puissent investir dans l'infrastructure des TIC pour offrir la connexion internet à grande vitesse aux prix concurrentiels.
- c. Des études soigneuses et complètes devraient être effectuées pour le choix de technologie pour la nation. Il devrait maintenir dans l'esprit que les ordinateurs ne sont pas les seuls facteurs à considérer mais également les personnes doivent être équipées de la formation proportionnée et ont en même temps une large vision pour compléter le processus de la transformation d'E-Gouvernement.

2) Les Recommandations pour un Environnement Efficace et Soutenable d'E-Gouvernement :

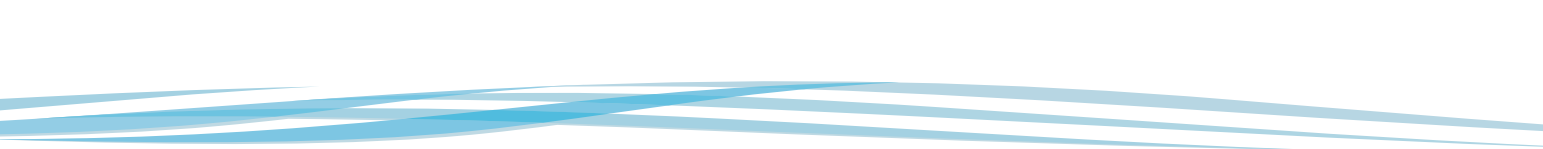
- a. Les Pays Membres de l'OCI devraient avoir un plan stratégique qui sera accepté comme feuilles de route pour mener leurs efforts en rendant leurs programmes d'E-Gouvernement réussis et pour servir de méthodologie claire pour les programmes en cours et éventuels d'E-Gouvernement . Avec un plan stratégique développé, les décideurs responsables des projets de mise en œuvre d'E-Gouvernement peuvent dépister leur progrès sur le fait de

porter les applications courantes à la plate-forme numérique. Le personnel avec des aptitudes techniques élevées devrait participer au développement du plan stratégique. En outre, le développement de système d'E-Gouvernement devrait également faire participer des employés dans tous les niveaux car ceci placera la base pour une structure plus productive et plus innovatrice d'E-Gouvernement comme les employés peuvent contribuer au développement stratégique de plan d'E-Gouvernement avec leurs propres expériences qui refoulent en raison de leur interaction avec les citoyens pour la prestation des services gouvernementaux.

- b. Les demandes des citoyens, des entreprises et des fonctionnaires devraient être prises en compte quand un système d'E-Gouvernement est développé. Les applications d'E-Gouvernement développées devraient embrasser des citoyens de divers milieux éducatifs en fournissant des applications faciles à utiliser. On devrait également observer le contexte culturel local pendant le développement des applications d'E-Gouvernement. À cet égard, avant de mettre une application d'E-Gouvernement en ligne plusieurs essais comprenant le regard et la sensation de l'interface utilisateurs, et des expériences d'utilisateur de divers niveaux de culture informatique devraient être effectués.
- c. Les établissements publics qui veulent fournir leurs services par un canal d'E-Gouvernement doivent avoir un arrangement de chaque processus administratif sur une base étape-par-étape afin de maintenir le transparent. Les étapes de processus devraient être documentées dans des Documents d'Arrangement d'Affaires (BUD) qui informeront les décideurs au sujet du contexte administratif et leur donneront la capacité de faire des choix au courant tout en transformant des processus sur papier en programmes applications numériques et en ligne. Les fonctionnaires devraient également être informés au sujet des bourgeons pour avoir un arrangement partagé de tous les processus. Ceci peut également être un point sautant pour les nouvelles innovations.
- d. L'étude de vie devrait être une partie intégrale de l'environnement soutenable d'E-Gouvernement. Comme la technologie se développe, elle affectera des personnes et des processus. Pour surmonter les incertitudes qui viennent avec ce changement, les décideurs devraient créer un environnement d'étude où tout le personnel partage leurs expériences et contribue à la création d'une base de connaissances ou d'une mémoire commune pour soutenir l'environnement d'E-Gouvernement.
- e. Les décideurs politiques devraient également formuler et mettre en application une stratégie des TIC en conformité avec la stratégie d'E-Gouvernement du gouvernement. Le plan stratégique des TIC exige le service des TIC dans chaque établissement public pour jouer un rôle actif dans la formulation de la planification d'E-Gouvernement et pour devenir impliqué dans le processus décisionnel. La stratégie des TIC devrait inclure les règles et les procédures pour contrôler la planification des TIC, l'attribution de capacité, le développement de logiciel, l'arrangement concurrentiel de rémunération pour la clef du personnel d'IT, l'éducation et le service rendus pour des initiatives d'E-Gouvernement.
- f. Les Pays Membres de l'OCI devraient établir une capacité de commander des ressources et des capacités d'IT pour développer et effectuer des services d'E-Gouvernement basés sur les

besoins des dépositaires relatifs. En conséquence, l'expertise technique et gestionnaire/d'organisation ainsi que le haut-calibre du personnel d'IT est nécessaire pour fournir des services d'E-Gouvernement.

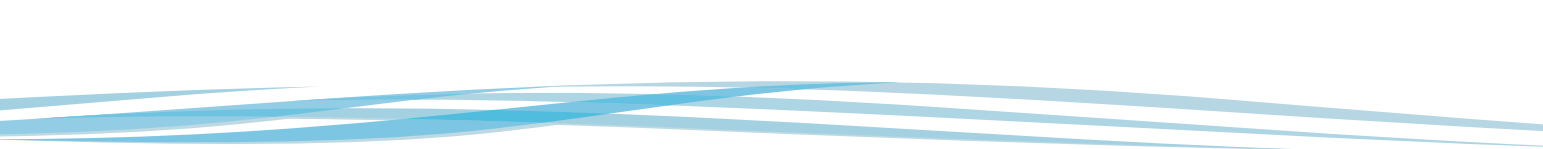
- g. Les décideurs politiques devraient prendre les mesures nécessaires pour fournir une expérience bloquée d'E-Gouvernement pour les utilisateurs. La sécurité d'IT des systèmes d'E-Gouvernement devrait être enregistrée dans « un Document pour Continuité de Sécurité et d'Affaires Numériques ». Du côté d'utilisateur, la sécurité devrait être donnée en technologies accessibles d'authentification des signatures électroniques et/ou mobiles pour effectuer des transactions en ligne plus fiables dans les portails d'E-Gouvernement.
 - h. Les Pays Membres de l'OCI devraient calculer tout le coût de propriété des technologies basées de source de propriété industrielle et ouverte pour l'environnement d'E-Gouvernement. Les systèmes offrant le coût total peu coûteux à long terme de la propriété devraient être considérés pour être acquis.
 - i. Pour favoriser l'utilisation des services d'E-Gouvernement, les citoyens devraient être équipés d'incitations pour effectuer leurs transactions en ligne.
- 3) Les recommandations pour la coopération et le partage des expériences au niveau de l'OCI:
- a. Les Pays Membres de l'OCI doivent appliquer des mesures de performance pour s'assurer que des services d'E-Gouvernement sont mis en application effectivement et surmontent des défis en E-Gouvernement en établissant de vrais et virtuels environnements de dialogue parmi des dépositaires aux niveaux nationaux, régionaux et de l'OCI.
 - b. Les expériences d'E-Gouvernement des Pays Membres devraient être partagées sur une plate-forme commune de façon régulière qui préparera le terrain pour des applications réussies et efficaces d'E-Gouvernement parmi les Pays Membres et l'établissement de l'OCI d'un environnement de dialogue entre les experts d'E-Gouvernement des Pays Membres de l'OCI. Sur cette plate-forme, les Pays Membres de l'OCI devraient pouvoir découvrir des réponses pour leurs problèmes et toutes les autres questions surgissantes dans leurs initiatives d'E-Gouvernement. À cet égard, le SESRIC invite les décideurs des Pays Membres de l'OCI dans des initiatives d'E-Gouvernement à la « Conférence Internationale sur l'E-Gouvernement : Partageant des Expériences » (eGOVshare2009) qui aura lieu du 8 au 11 décembre, 2009 à Antalya, Turquie. L'objectif principal de la Conférence eGOVshare2009 est de fournir une plate-forme pour les chefs, les directeurs publics et les professionnels, chercheurs aussi bien que des universitaires pour partager leurs idées et résultats de la recherche. Cependant, la Conférence également explorera des potentiels de collaboration par l'échange des expériences pratiques des réalisations de projet d'E-Gouvernement dans la région de l'OCI aussi bien.
 - c. En plus de la plate-forme commune mentionnée ci-dessus pour mettre en commun des expériences d'E-Gouvernement entre les Pays Membres de l'OCI, un réseau électronique devrait être établi pour aider l'échange d'informations, des technologies, et des expériences sur des stratégies et des initiatives d'E-Gouvernement .
 - d. Pour stimuler le renforcement de capacité global des Pays Membres de l'OCI dans leurs initiatives d'E-Gouvernement, une revue au niveau de l'OCI devrait être faite pour mettre



en évidence les besoins de formation du personnel technique et non technique du secteur public. À cet égard, le Département de Formation et de Coopération Technique du SESRIC peuvent organiser des activités orientées vers le renforcement de capacité d'E-Gouvernement par son programme de renforcement de capacité (CBP) basé sur la revue mentionnée ci-dessus.

Références

1. <http://go.worldbank.org/M1JHE0Z280>
2. <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/UN/UNPAN021547.pdf>
3. http://www.brookings.edu/reports/2008/0817_egovernment_west.aspx
4. <http://www.ccegov.eu/?Page=Glossary>
5. http://www.itu.int/ITU-D/cyb/app/docs/e-gov_for_dev_countries-report.pdf
6. <http://www.itu.int/ITU-D/ict/statistics/>
7. <http://www-03.ibm.com/industries/global/files/TheRoleofPostsine-government20040209.pdf>
8. http://www-935.ibm.com/services/us/gbs/bus/pdf/e-eadiness_Classementings_june_2009_final_web.pdf
9. OECD (2003), «*The e-Government Imperative* », OECD, Paris.
10. UNPAN (2008), «*UN e-Government Survey 2008* », UN, New York.



ANNEXE STATISTIQUE

Annexe Statistique

Tableau A.1: Valeurs d'Indice de Promptitude d'E-Gouvernement et Classements des Pays Membres de l'OCI, 2005 contre 2007

Pays	Région	Indice de Promptitude d'E-Gouvernement (IPE)				Changement de Classement
		IPE, 2007	Classement, 2007	IPE, 2005	Classement, 2005	
Afghanistan	Asie du Sud	0.2048	167	0.1490	168	▲1
Albanie	Europe et Asie Centrale	0.4670	86	0.3732	102	▲16
Algérie	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.3515	121	0.3242	123	▲2
Azerbaïdjan	Europe et Asie Centrale	0.4609	89	0.3773	101	▲12
Bahreïn	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.5723	42	0.5282	53	▲11
Bangladesh	Asie du Sud	0.2936	142	0.1762	162	▲20
Bénin	Afrique Subsaharienne	0.1860	171	0.2309	151	▼20
Brunei	Asie de l'Est et Pacifique	0.4667	87	0.4475	73	▼14
Burkina Faso	Afrique Subsaharienne	0.1542	176	0.1329	172	▼4
Cameroun	Afrique Subsaharienne	0.2734	149	0.2500	145	▼4
Tchad	Afrique Subsaharienne	0.1047	182	0.1433	169	▼13
Comores	Afrique Subsaharienne	0.1896	170	0.1974	155	▼15
Côte d'Ivoire	Afrique Subsaharienne	0.1853	173	0.1820	160	▼13
Djibouti	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.2279	157	0.2381	149	▼8
Égypte	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.4767	79	0.3793	99	▲20
Gabon	Afrique Subsaharienne	0.3228	129	0.2928	131	▲2
Gambie	Afrique Subsaharienne	0.2253	159	0.1736	163	▲4
Guinée	Afrique Subsaharienne	0.1402	180	0.1396	170	▼10
Guinée-Bissau	Afrique Subsaharienne	0.1521	177	0.1336	180	▲3
Guyana	Amérique Latine et les Caraïbes	0.4375	97	0.3985	89	▼8
Indonésie	Asie de l'Est et Pacifique	0.4107	106	0.3819	96	▼10
Iran	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.4067	108	0.3813	98	▼10
Iraq	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.2690	151	0.3334	118	▼33
Jordanie	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.5480	50	0.4639	68	▲18
Kazakhstan	Europe et Asie Centrale	0.4743	81	0.4813	65	▼16
Koweït	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.5202	57	0.4431	75	▲18
Kirghizstan	Europe et Asie Centrale	0.4195	102	0.4417	76	▼26
Liban	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.4840	74	0.4560	71	▼3
Libye	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.3546	120	0.3091	180	▲60
Malaisie	Asie de l'Est et Pacifique	0.6063	34	0.5706	43	▲9
Maldives	Asie du Sud	0.4491	95	0.4321	77	▼18
Mali	Afrique Subsaharienne	0.1591	175	0.0925	173	▼2
Mauritanie	Afrique Subsaharienne	0.2028	168	0.1723	164	▼4
Maroc	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.2944	140	0.2774	138	▼2
Mozambique	Afrique Subsaharienne	0.2559	152	0.2448	146	▼6
Niger	Afrique Subsaharienne	0.1142	181	0.0661	174	▼7
Nigeria	Afrique Subsaharienne	0.3063	136	0.2758	139	▲3
Oman	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.4691	84	0.3405	112	▲28
Pakistan	Asie du Sud	0.3160	131	0.2836	136	▲5
Qatar	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.5314	53	0.4895	62	▲9
Arabie Saoudite	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.4935	70	0.4105	80	▲10
Sénégal	Afrique Subsaharienne	0.2531	153	0.2238	153	▲0
Sierra Leone	Afrique Subsaharienne	0.1463	178	0.1639	167	▼11
Somalie	Afrique Subsaharienne	N/A	183	0.0024	180	▼3
Soudan	Afrique Subsaharienne	0.2186	161	0.2370	150	▼11
Surinam	Amérique Latine et les Caraïbes	0.3472	123	0.3449	110	▼13
Syrie	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.3614	119	0.2871	132	▲13
Tadjikistan	Europe et Asie Centrale	0.3150	132	0.3346	117	▼15
Togo	Afrique Subsaharienne	0.2191	160	0.2274	152	▼8
Tunisie	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.3458	124	0.3310	121	▼3
Turquie	Europe et Asie Centrale	0.4834	76	0.4960	60	▼16
Turkménistan	Europe et Asie Centrale	0.3262	128	0.3225	180	▲52
Ouganda	Afrique Subsaharienne	0.3133	133	0.3081	125	▼8
Émirats Arabes Unis	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.6301	32	0.5718	42	▲10
Ouzbékistan	Europe et Asie Centrale	0.4057	109	0.4114	79	▼30
Yémen	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.2142	164	0.2125	154	▼10

Tableau A.2: Valeurs d'Indice de Mesure du Web et Classement des Pays Membres de l'OCI, 2005 contre 2007

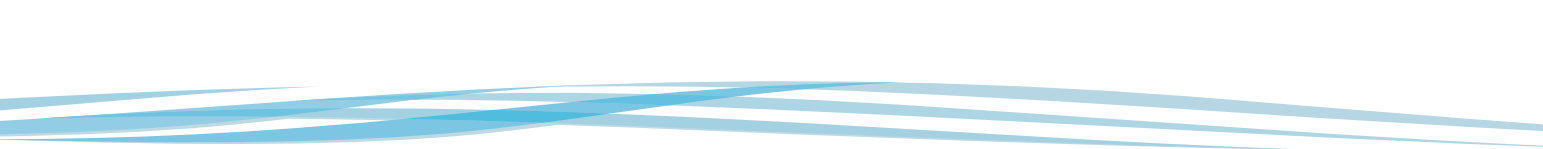
Pays	Région	Indice de Mesure du Web (IMW)				Changement de Classement
		IMW, 2007	Classement, 2007	IMW, 2005	Classement, 2005	
Afghanistan	Asie du Sud	0.2676	119	0.1769	124	▲5
Albanie	Europe et Asie Centrale	0.3913	80	0.1615	136	▲56
Algérie	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.2241	129	0.2462	104	▼25
Azerbaïdjan	Europe et Asie Centrale	0.3946	78	0.1808	123	▲45
Bahreïn	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.5201	44	0.4192	67	▲23
Bangladesh	Asie du Sud	0.3512	89	0.0731	158	▲69
Bénin	Afrique Subsaharienne	0.1237	151	0.2385	108	▼43
Brunei	Asie de l'Est et Pacifique	0.2642	121	0.2462	105	▼16
Burkina Faso	Afrique Subsaharienne	0.1940	137	0.2327	109	▼28
Cameroun	Afrique Subsaharienne	0.1371	149	0.0962	150	▲1
Tchad	Afrique Subsaharienne	0.0134	186	0.0077	179	▼7
Comores	Afrique Subsaharienne	0.0268	183	0.0538	166	▼17
Côte d'Ivoire	Afrique Subsaharienne	0.0635	170	0.0538	167	▼3
Djibouti	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.1137	152	0.1731	125	▼27
Égypte	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.6054	28	0.4462	59	▲31
Gabon	Afrique Subsaharienne	0.0769	163	0.0923	154	▼9
Gambie	Afrique Subsaharienne	0.1739	142	0.0962	151	▲9
Guinée	Afrique Subsaharienne	0.0702	166	0.0385	173	▲7
Guinée-Bissau	Afrique Subsaharienne	0.0234	184	0	180	▼4
Guyana	Amérique Latine et les Caraïbes	0.2375	127	0.1846	122	▼5
Indonésie	Asie de l'Est et Pacifique	0.3344	92	0.2962	84	▼8
Iran	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.2575	123	0.2962	83	▼40
Iraq	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.1070	156	0.0538	168	▲12
Jordanie	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.6054	28	0.4346	63	▲35
Kazakhstan	Europe et Asie Centrale	0.3211	95	0.4500	58	▼37
Koweït	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.4147	73	0.2500	103	▲30
Kirghizstan	Europe et Asie Centrale	0.2977	105	0.3654	75	▼30
Liban	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.3913	80	0.3423	77	▼3
Libye	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.0803	161	0	180	▲19
Malaisie	Asie de l'Est et Pacifique	0.6756	17	0.5769	41	▲24
Maldives	Asie du Sud	0.2943	106	0.3115	82	▼24
Mali	Afrique Subsaharienne	0.1773	139	0.0615	162	▲23
Mauritanie	Afrique Subsaharienne	0.0602	175	0.0692	159	▼16
Maroc	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.2074	134	0.2385	106	▼28
Mozambique	Afrique Subsaharienne	0.3110	97	0.2788	91	▼6
Niger	Afrique Subsaharienne	0.0736	164	0.0115	178	▲14
Nigeria	Afrique Subsaharienne	0.2241	129	0.2231	113	▼16
Oman	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.4849	52	0.1731	128	▲76
Pakistan	Asie du Sud	0.4247	70	0.4269	65	▼5
Qatar	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.3913	80	0.3269	79	▼1
Arabie Saoudite	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.4649	60	0.3769	73	▲13
Sénégal	Afrique Subsaharienne	0.3077	99	0.2538	96	▼3
Sierra Leone	Afrique Subsaharienne	0.0569	176	0.0962	152	▼24
Somalie	Afrique Subsaharienne	0	190	0	180	▼10
Soudan	Afrique Subsaharienne	0.0635	170	0.1615	135	▼35
Surinam	Amérique Latine et les Caraïbes	0.0368	179	0.0500	170	▼9
Syrie	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.2408	125	0.0654	161	▲36
Tadjikistan	Europe et Asie Centrale	0.0368	179	0.0615	163	▼16
Togo	Afrique Subsaharienne	0.0870	157	0.0308	174	▲17
Tunisie	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.1304	150	0.1538	139	▼11
Turquie	Europe et Asie Centrale	0.4214	71	0.5231	46	▼25
Turkménistan	Europe et Asie Centrale	0.0468	177	0	180	▲3
Ouganda	Afrique Subsaharienne	0.2676	119	0.2154	117	▼2
Émirats Arabes Unis	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.7157	12	0.6115	32	▲20
Ouzbékistan	Europe et Asie Centrale	0.2742	114	0.2731	93	▼21
Yémen	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.0736	164	0.0962	153	▼11

Tableau A.3: Valeurs d'Index d'Infrastructure de Télécommunication et Classements des Pays Membres de l'OCI, 2005 contre 2007

Pays	Région	Index d'Infrastructure de Télécommunication (IIT)				Changement de Classement
		IIT, 2007	Classement, 2007	IIT, 2005	Classement, 2005	
Afghanistan	Asie du Sud	0.0158	169	0.0020	190	▲21
Albanie	Europe et Asie Centrale	0.1251	97	0.0680	106	▲9
Algérie	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.1230	100	0.0365	133	▲33
Azerbaïdjan	Europe et Asie Centrale	0.1077	104	0.0712	104	↔0
Bahreïn	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.3346	46	0.3152	37	▼9
Bangladesh	Asie du Sud	0.0246	153	0.0055	180	▲27
Bénin	Afrique Subsaharienne	0.0363	145	0.0142	158	▲13
Brunei	Asie de l'Est et Pacifique	0.2653	60	0.2264	55	▼5
Burkina Faso	Afrique Subsaharienne	0.0126	173	0.0060	174	▲1
Cameroun	Afrique Subsaharienne	0.0266	151	0.0139	159	▲8
Tchad	Afrique Subsaharienne	0.0075	180	0.0023	188	▲8
Comores	Afrique Subsaharienne	0.0137	171	0.0082	166	▼5
Côte d'Ivoire	Afrique Subsaharienne	0.0391	140	0.0223	149	▲9
Djibouti	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.0202	162	0.0211	151	▼11
Égypte	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.0886	116	0.0717	103	▼13
Gabon	Afrique Subsaharienne	0.0973	109	0.0662	109	↔0
Gambie	Afrique Subsaharienne	0.0530	132	0.0248	145	▲13
Guinée	Afrique Subsaharienne	0.0056	186	0.0102	164	▼22
Guinée-Bissau	Afrique Subsaharienne	0.0159	168	0.0107	163	▼5
Guyana	Amérique Latine et les Caraïbes	0.1375	93	0.1209	80	▼13
Indonésie	Asie de l'Est et Pacifique	0.0702	122	0.0494	119	▼3
Iran	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.1747	80	0.1079	88	▲8
Iraq	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.0127	172	0.0164	155	▼17
Jordanie	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.1693	82	0.0971	91	▲9
Kazakhstan	Europe et Asie Centrale	0.1306	96	0.0638	111	▲15
Koweït	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.2777	55	0.2694	47	▼8
Kirghizstan	Europe et Asie Centrale	0.0475	135	0.0398	129	▼6
Liban	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.1930	76	0.1857	62	▼14
Libye	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.1170	101	0.0573	113	▲12
Malaysia	Asie de l'Est et Pacifique	0.3022	49	0.3048	42	▼7
Maldives	Asie du Sud	0.1959	74	0.0748	102	▲28
Mali	Afrique Subsaharienne	0.0171	167	0.0060	174	▲7
Mauritanie	Afrique Subsaharienne	0.0590	126	0.0278	140	▲14
Maroc	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.1349	95	0.0637	112	▲17
Mozambique	Afrique Subsaharienne	0.0206	161	0.0057	177	▲16
Niger	Afrique Subsaharienne	0.0036	191	0.0069	170	▼21
Nigeria	Afrique Subsaharienne	0.0492	133	0.0143	157	▲24
Oman	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.1559	87	0.1385	75	▼12
Pakistan	Asie du Sud	0.0540	131	0.0238	147	▲16
Qatar	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.3549	43	0.3116	39	▼4
Arabie Saoudite	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.2110	72	0.1445	72	↔0
Sénégal	Afrique Subsaharienne	0.0559	128	0.0275	142	▲14
Sierra Leone	Afrique Subsaharienne	0.0038	190	0.0056	179	▼11
Somalie	Afrique Subsaharienne	0.0144	170	0.0073	169	▼1
Soudan	Afrique Subsaharienne	0.0664	124	0.0293	138	▲14
Surinam	Amérique Latine et les Caraïbes	0.1600	84	0.1148	82	▼2
Syrie	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.0923	111	0.0458	123	▲12
Tadjikistan	Europe et Asie Centrale	0.0172	166	0.0422	125	▼41
Togo	Afrique Subsaharienne	0.0364	144	0.0313	136	▼8
Tunisie	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.1636	83	0.0993	89	▲6
Turquie	Europe et Asie Centrale	0.2191	68	0.1648	68	↔0
Turkménistan	Europe et Asie Centrale	0.0382	141	0.0375	132	▼9
Ouganda	Afrique Subsaharienne	0.0184	164	0.0090	165	▲1
Émirats Arabes Unis	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.3813	38	0.3639	34	▼4
Ouzbékistan	Europe et Asie Centrale	0.0381	142	0.0510	116	▼26
Yémen	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.0286	149	0.0413	127	▼22

Tableau A.4: Valeurs d'Indice de Capital Humain et Classements des Pays Membres de l'OCI, 2005 contre 2007

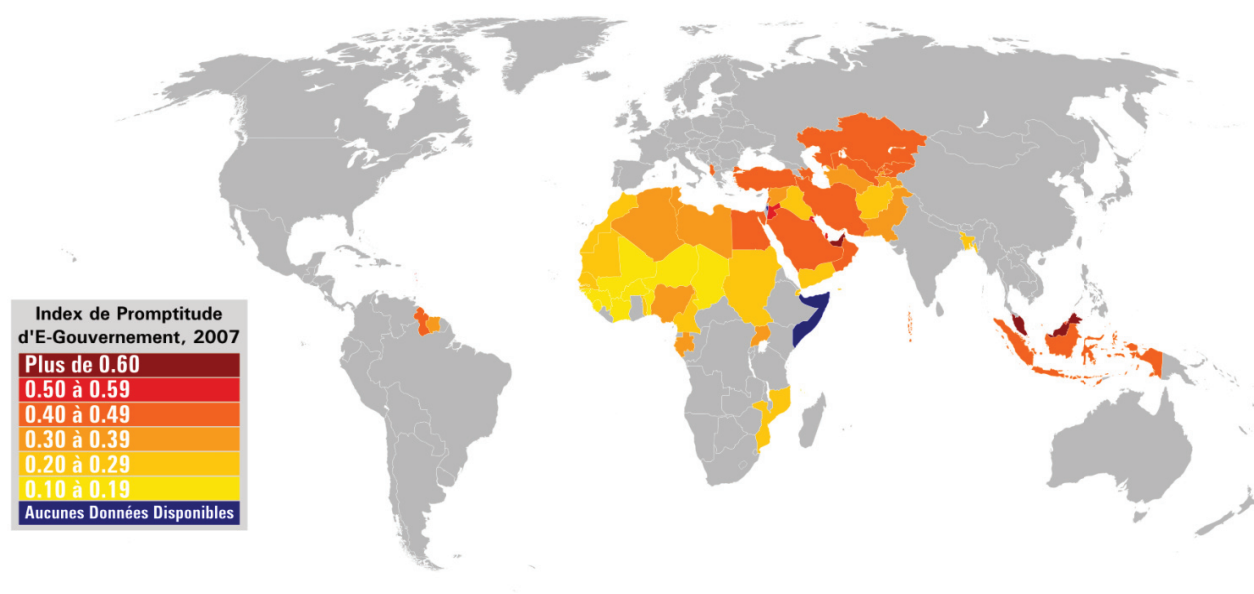
Pays	Région	Indice de Capital Humain (ICH)				Changement de Classement
		ICH, 2007	Classement, 2007	ICH, 2005	Classement, 2005	
Afghanistan	Asie du Sud	0.3293	178	0.2680	175	▼3
Albanie	Europe et Asie Centrale	0.8869	64	0.8900	57	▼7
Algérie	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.7114	131	0.6900	130	▼1
Azerbaïdjan	Europe et Asie Centrale	0.8822	68	0.8800	64	▼4
Bahreïn	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.8640	87	0.8500	84	▼3
Bangladesh	Asie du Sud	0.5033	164	0.4500	159	▼5
Bénin	Afrique Subsaharienne	0.4000	173	0.4400	162	▼11
Brunei	Asie de l'Est et Pacifique	0.8769	72	0.8700	69	▼3
Burkina Faso	Afrique Subsaharienne	0.2549	182	0.1600	178	▼4
Cameroun	Afrique Subsaharienne	0.6604	140	0.6400	137	▼3
Tchad	Afrique Subsaharienne	0.2959	179	0.4200	164	▼15
Comoros	Afrique Subsaharienne	0.5334	158	0.5300	148	▼10
Côte d'Ivoire	Afrique Subsaharienne	0.4570	168	0.4700	158	▼10
Djibouti	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.5531	151	0.5200	150	▼1
Égypte	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.7323	129	0.6200	141	▲12
Gabon	Afrique Subsaharienne	0.8015	109	0.7200	125	▲16
Gambie	Afrique Subsaharienne	0.4504	169	0.4000	167	▼2
Guinée	Afrique Subsaharienne	0.3469	177	0.3700	174	▼3
Guinée-Bissau	Afrique Subsaharienne	0.4209	172	0.3900	169	▼3
Guyana	Amérique Latine et les Caraïbes	0.9435	38	0.8900	57	▲19
Indonésie	Asie de l'Est et Pacifique	0.8299	99	0.8000	101	▲2
Iran	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.7923	111	0.7400	117	▲6
Iraq	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.6922	134	0.9300	37	▼97
Jordan	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.8677	85	0.8600	77	▼8
Kazakhstan	Europe et Asie Centrale	0.9759	16	0.9300	37	▲21
Koweït	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.8714	81	0.8100	100	▲19
Kirghizstan	Europe et Asie Centrale	0.9171	46	0.9200	42	▼4
Liban	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.8706	82	0.8400	89	▲7
Libye	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.8749	74	0.8700	69	▼5
Malaysia	Asie de l'Est et Pacifique	0.8390	97	0.8300	92	▼5
Maldives	Asie du Sud	0.8617	89	0.9100	44	▼45
Mali	Afrique Subsaharienne	0.2823	180	0.2100	176	▼4
Mauritanie	Afrique Subsaharienne	0.4934	165	0.4200	164	▼1
Maroc	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.5437	153	0.5300	148	▼5
Mozambique	Afrique Subsaharienne	0.4345	170	0.4500	159	▼11
Niger	Afrique Subsaharienne	0.2668	181	0.1800	177	▼4
Nigeria	Afrique Subsaharienne	0.6480	143	0.5900	145	▲2
Oman	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.7659	122	0.7100	126	▲4
Pakistan	Asie du Sud	0.4659	167	0.4000	167	▲0
Qatar	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.8521	96	0.8300	92	▼4
Arabie Saoudite	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.8056	108	0.7100	126	▲18
Sénégal	Afrique Subsaharienne	0.3940	174	0.3900	169	▼5
Sierra Leone	Afrique Subsaharienne	0.3810	175	0.3900	169	▼6
Somalie	Afrique Subsaharienne	N/A	183	0.0000	179	▼4
Soudan	Afrique Subsaharienne	0.5307	159	0.5200	150	▼9
Surinam	Amérique Latine et les Caraïbes	0.8542	93	0.8700	69	▼24
Syrie	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.7549	125	0.7500	113	▼12
Tadjikistan	Europe et Asie Centrale	0.8993	56	0.9000	51	▼5
Togo	Afrique Subsaharienne	0.5381	155	0.6200	141	▼14
Tunisie	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.7498	126	0.7400	117	▼9
Turquie	Europe et Asie Centrale	0.8116	106	0.8000	101	▼5
Turkménistan	Europe et Asie Centrale	0.9019	55	0.9300	37	▼18
Ouganda	Afrique Subsaharienne	0.6553	141	0.7000	129	▼12
Émirats Arabes Unis	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.7908	112	0.7400	117	▲5
Ouzbékistan	Europe et Asie Centrale	0.9088	50	0.9100	44	▼6
Yémen	Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.5446	152	0.5000	154	▲2



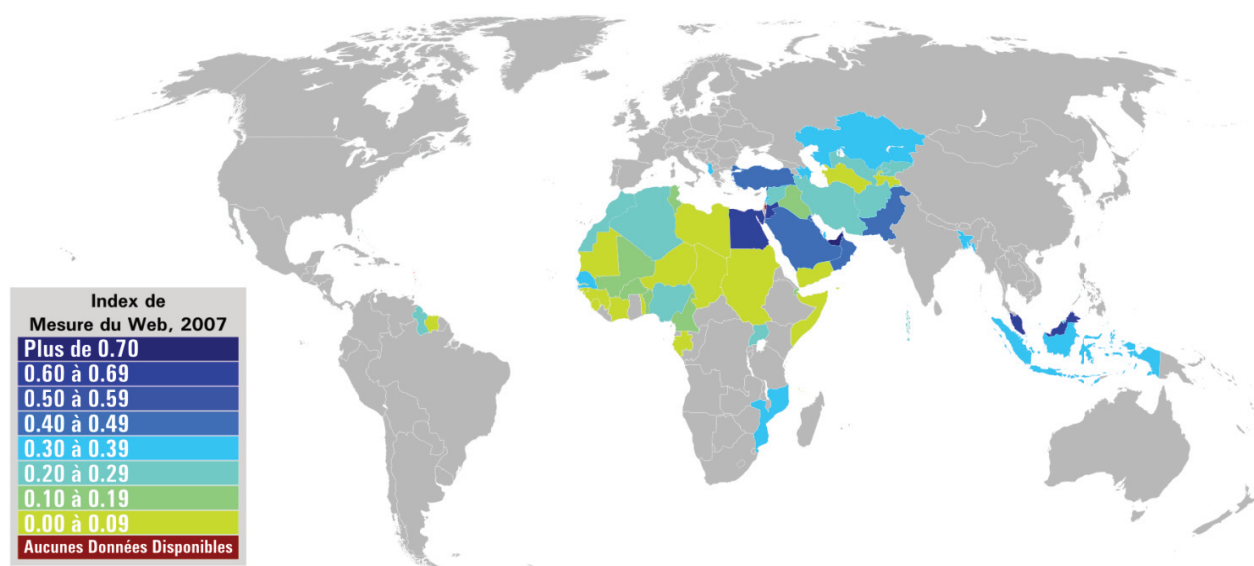
CARTES

Cartes

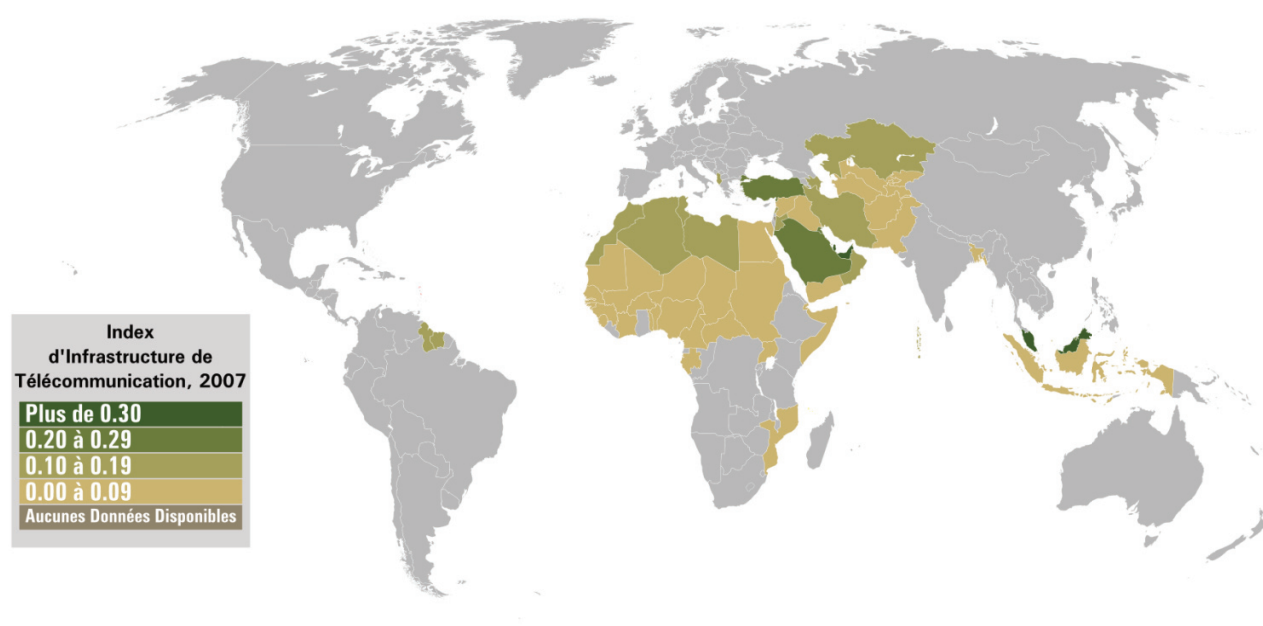
Carte 1: Indice de Promptitude d'E-Gouvernement des Pays Membres de l'OCI, par le Groupement de valeur d'Indice, 2007



Carte 2: Indice de Mesure du Web des Pays Membres de l'OCI, par le Groupement de Valeur d'Indice, 2007



Carte 3: Indice d'Infrastructure de Télécommunication des Pays Membres de l'OCI, par le Groupement de Valeur d'Indice, 2007



Carte 4: Indice de Capital Humain des Pays Membres de l'OCI, par le Groupement de Valeur d'Indice, 2007

